













CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Acquisition d'un Spectromètre Infrarouge pour le
laboratoire LATMOS /Université de Versailles Saint-
Quentin en Yvelines**

Université de Versailles Saint Quentin en Yvelines
Direction des Achats et Marchés
55 Avenue de Paris
78035 VERSAILLES
Tél : 0139254135

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Acquisition d'un Spectromètre Infrarouge pour le laboratoire LATMOS /Université de Versailles Saint-Quentin en Yvelines
	Type de contrat	Marché public
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Sans
	Durée / Délai	4 mois
	Reconduction	
	Prix	Prix global forfaitaire
	Variation des prix	Sans
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat	4
2 - Pièces contractuelles.....	4
3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	4
4 - Durée et délais d'exécution	4
4.1 - Délai de livraison.....	4
5 - Prix	5
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	5
5.2 - Modalités de variation des prix.....	5
6 - Garanties Financières	5
7 - Avance	5
7.1 - Conditions de versement et de remboursement	5
7.2 - Garanties financières de l'avance	6
8 - Modalités de règlement des comptes	6
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	6
8.2 - Présentation des demandes de paiement.....	6
8.3 - Délai global de paiement.....	7
8.4 - Paiement des cotraitants.....	7
9 - Conditions d'exécution des prestations	7
10 - Développement durable	8
11 - Constatation de l'exécution des prestations	8
11.1 - Vérifications	8
11.2 - Décision après vérification	8
12 - Garantie des prestations	9
13 - Maintenance	9
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	10
15 - Pénalités.....	10
15.1 - Pénalités de retard	10
15.2 - Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance	10
16 - Assurances.....	10
17 - Résiliation du contrat	10
17.1 - Conditions de résiliation	10
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	11
18 - Règlement des litiges et langues.....	11
19 - Clauses techniques particulières	11
20 - Dérogations	12

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent :
Acquisition d'un Spectromètre Infrarouge pour le laboratoire LATMOS /Université de Versailles Saint-Quentin en Yvelines

Lieu(x) d'exécution :

UVSQ / LATMOS (Laboratoire Atmosphères Milieux Observations Spatiales)
11 Boulevard d'Alembert
78280 Guyancourt

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- L'offre technique et financière du titulaire
- Un mémoire justificatif des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution du contrat. Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entreprise.
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent contrat comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Durée et délais d'exécution

4.1 - Délai de livraison

Le délai de livraison est de 4 mois.

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat.

Le marché prendra effet à compter de sa date de notification et se terminera à l'issue de la période de garantie. La notification du présent marché valant commande correspond à la date de début d'exécution des prestations.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

5 - Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Le marché est conclu à prix forfaitaire déterminé par la proposition financière et technique du Titulaire accompagnant l'acte d'engagement.

Les prix sont fermes et non ajustables pendant la durée du marché.

Dans son offre, le fournisseur mentionne pour chaque article le prix unitaire net hors TVA ainsi que le prix total hors TVA et TVA incluse. Les taux légaux de TVA et les taxes parafiscales éventuelles sont indiqués à part. Dans le cas d'une modification du régime fiscal pendant la durée d'exécution du marché, les nouvelles dispositions réglementaires interviendront dès leur mise en vigueur officielle.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Pendant la durée du marché, les prix sont réputés franco de port, prenant en compte toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les matériels et prestations de service, ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu d'exécution désigné par l'administration.

Le prestataire est propriétaire de ses emballages et doit procéder à l'enlèvement de ceux-ci.

5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont fermes et non actualisables.

6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

7 - Avance

7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

7.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

8 - Modalités de règlement des comptes

8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Les acomptes versés au Titulaire, après chaque phase technique constatée et au titre des opérations de vérification des matériels, sont les suivants et modifient les conditions figurant sur le devis de l'entreprise :

- 30% du montant total du marché (hors maintenance) à l'issue de livraison, installation et mise en service du matériel sur production d'une facture ;
- 35% du montant du marché (hors maintenance) à la suite de la prononciation positive de la vérification d'aptitude du bon fonctionnement (VABF) sur production d'une facture ;
- Le solde du marché (hors maintenance) étant réglé à la réception définitive.

***Remarque :** dans l'hypothèse d'une prestation de maintenance retenue dans la cadre du marché, celle-ci fera l'objet d'un paiement annuel à terme échu.*

8.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 19781944400013
- Numéro d'engagement juridique : **Numéro du bon de commande**

8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

9 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Adresse de livraison :

UVSQ / LATMOS (Laboratoire Atmosphères Milieux Observations Spatiales)
11 Boulevard d'Alembert
78280 Guyancourt

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

Le Titulaire dispose d'un délai maximum défini dans l'acte d'engagement, ou à défaut dans sa proposition technique et financière, pour effectuer la livraison, le montage, l'installation, la mise en service, à compter de la date de notification du marché. Toutefois, une prolongation de délai sera accordée au Titulaire pour une durée égale à tout retard imputable à l'administration.

Il incombe au Titulaire de prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'assurer la livraison dans les meilleures conditions (contact téléphonique avant livraison pour prendre rendez-vous, le

cas échéant personne supplémentaire aidant au déchargement et/ou transpalette pour une livraison en étage ou dans un local isolé, etc. ?).

Formation du personnel :

Le titulaire assurera la formation du personnel chargé d'utiliser les prestations.

10 - Développement durable

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution du contrat.

11 - Constatation de l'exécution des prestations

11.1 – Vérifications

Montage, installation et mise en service :

Le Titulaire procède au montage, à l'installation et la mise en service du matériel en présence d'un représentant de l'administration. Il appartient au Titulaire de prendre toutes les mesures nécessaires pour que cette mise en service soit effective immédiatement.

Lors de l'installation du matériel, le Titulaire veillera à ce que celle-ci soit faite conformément aux règles de sécurité, en particulier celles relatives à la prévention des risques d'incendie et de panique (exemple : implantation dans les circulations sous certaines conditions).

Les opérations de vérifications comprennent deux étapes, la vérification d'aptitude au bon fonctionnement et la vérification de service régulier, qui s'effectuent conformément aux modalités ci-après.

Vérification d'aptitude de bon fonctionnement (VABF) :

La VABF a pour but de constater que le matériel livré présente les caractéristiques techniques qui le rendent apte à remplir les fonctions exigées par le département et sont conformes aux spécifications du dossier technique du titulaire.

La durée impartie au pouvoir adjudicateur pour procéder à la VABF est de 10 jours ouvrés à partir de la date de mise en service du matériel.

Si la vérification d'aptitude est négative, le titulaire dispose d'un délai supplémentaire de 5 jours pour mettre sa prestation en conformité. Si cette mise en conformité est concluante, le pouvoir adjudicateur ou son représentant prononcera la VABF correspondante.

Vérification du service régulier (VSR) :

La vérification de service régulier intervient à l'issue de la VABF positive constatée par un procès-verbal signé des deux parties.

La VSR a pour but de constater que le matériel fourni est capable d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation pour remplir les fonctions auxquelles il est destiné.

La VSR s'observe durant une période maximum de 10 jours (jours ouvrés) à compter de la date à laquelle le pouvoir adjudicateur a prononcé la VABF.

Tout arrêt dû à un dysfonctionnement du système prolonge d'autant la durée de la vérification de service régulier.

11.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions suivantes :

Si la vérification de service régulier est positive, le pouvoir adjudicateur ou son représentant prononce l'admission des prestations.

L'admission entraîne transfert de propriété des équipements et elle constitue la date d'effet des droits concédés. Elle marque le début de la période de garantie.

Si la vérification de service régulier est négative, le pouvoir adjudicateur ou son représentant prononce soit l'ajournement du matériel avec vérification de la régularité de service pendant une période supplémentaire de même durée que celle définie précédemment à compter de la nouvelle présentation, soit le rejet du matériel. Si à l'issue de cette seconde période, la vérification du service régulier est à nouveau négative, le matériel est rejeté. Dans ce cas, les sommes correspondantes déjà versées au titulaire, à titre d'acompte, avant admission sont restituées à l'Université.

Cette dernière décision peut être prononcée sans préjudice d'une décision de résiliation aux torts du titulaire, et à ses frais et risques.

Cas des prestations de services de maintenance

L'admission des prestations de maintenance est prononcée au vu de leur réalisation après constat de service fait. Cette admission est constatée d'un point de vue quantitatif et qualitatif.

12 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

Les matériels livrés et les prestations exécutées doivent disposer au minimum d'une garantie d'un (1) an, pièces, main-d'œuvre et déplacement. Pour certains éléments, des garanties spécifiques supplémentaires peuvent trouver matière à s'appliquer et sont éventuellement détaillées dans la proposition financière et technique du Titulaire.

La garantie légale déterminée par les articles 1641 et suivants du Code Civil contre les vices cachés est sans limitation de durée.

Au titre de la garantie contractuelle de « bon fonctionnement », le Titulaire garantit l'administration contre toutes les revendications des tiers relatives aux brevets, licences, dessins et modèles, marques de commerce et tout autre titre de propriétés intellectuelles ou industrielles des matériels faisant l'objet du présent marché.

Si l'administration est victime d'un trouble dans la jouissance des fournitures livrées, le Titulaire doit prendre immédiatement des mesures propres à le faire cesser.

Il est précisé que le point de départ de la garantie est la date d'admission des matériels par l'administration, c'est-à-dire la date de signature du procès-verbal de réception définitive par le pouvoir adjudicateur ou son représentant. Si à l'expiration du délai de garantie, le Titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, le délai de garantie est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

Les services couverts par la garantie, qui sont précisés par le Titulaire lors de la remise des offres et annexés à l'acte d'engagement, correspondent au minimum à ceux prévus à l'article 33 du CCAG-FCS.

13 - Maintenance

Les prestations feront l'objet d'une maintenance assurée par le titulaire pendant une durée de 1 an à compter de la date d'expiration du délai de garantie. Les conditions de cette maintenance sont définies à l'article 32 du CCAG-FCS.

14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

15 - Pénalités

15.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 400,00 €.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

15.2 - Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance

Une pénalité journalière pour indisponibilité de 200,00 € s'applique dans les conditions suivantes :
En cas de dépassement des délais contractuels d'intervention sur site imputable au Titulaire, celui-ci sera redevable, d'une pénalité forfaitaire de 200 € par heure de retard d'intervention et/ou d'indisponibilité de l'appareil, calculée par heure entière.

16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

17 - Résiliation du contrat

17.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

18 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Versailles est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

19 - Clauses techniques particulières

- **Equipement :**

1 Spectromètre IR-TF :

- Gamme de base de 8000 à 350 cm⁻¹, avec possibilité d'extension de la gamme de 28 000 à 3 cm⁻¹ :
- Séparatrice MIR-KBr
- Détecteur DTGS
- Source IR interne haute puissance
- Roue de diaphragme à 13 positions
- Pas de contamination atmosphérique qui pourrait masquer des bandes faibles et empêcher de quantifier le CO₂ et l'H₂O créés dans notre expérience :
- Banc optique sous vide avec pompe à vide sans huile
- Possibilité de sorties latérales pour utiliser le spectromètre dans différentes configurations.
- Compatibilité avec la cellule BRKR-Emilie (NEMS : nanoelectromechanical system) pour l'étude des nanoparticules
- Logiciel d'interface
- Délai de livraison 4 mois

- **Valeur technique :**

- Interféromètre à alignement optique permanent (qui ne nécessite pas de correction).
- Gamme de base de 8000 à 350 cm⁻¹, avec possibilité d'extension de la gamme de 28 000 à 3 cm⁻¹.

- - Spectromètre sous vide (partie optique + compartiment échantillon avec une pression de travail inférieure à 0,2 hPa (mbar)) pour obtenir des mesures sans contamination atmosphérique (H₂O et CO₂) sans avoir accès à une purge de N₂.
- Résolution spectrale meilleure que 0,16 cm⁻¹.
- Diaphragmes à 13 positions couvrant la gamme de 250 µm à 8 mm.
- Stabilité sur de longues acquisitions.
- 5 ports de connections de faisceaux dont 3 ports de sorties et 2 ports en entrées.
- Grand compartiment échantillon (~ W x D x H = 865 x 740 x 333 mm), compatible avec chambre UVH et cellule BRKR-Emilie.
- Possibilité d'évoluer pour des mesures temporelles rapide (Rapide Scan, Step Scan (au moins 45 steps/second) ou Slow Scan) sans changement de la partie optique.
- Logiciel de pilotage et de traitements de données : sauvegarde automatique de la mesure (interféromètre, simple faisceau background et échantillon et spectre résultant), auto-déconvolution spectrale, fit, dérivées... Exportation de données : CSV, Matlab.

Garanties et réparabilité sur le long terme :

- Garantie de minimum 1 an sur l'instrument.
- Garantie de 10 ans sur l'alignement de l'interféromètre.
- Disponibilité pièces détachées : 10 ans à partir de la vente du dernier appareil.

20 - Dérogations

- L'article 10 du CCP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 11.1 du CCP déroge à l'article 27 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.1 du CCP déroge à l'article 28 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.2 du CCP déroge à l'article 29 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.2 du CCP déroge à l'article 30 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.2 du CCP déroge à l'article 14.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services